

Toulon résiste au pilonnage d'une extrême droite agressive

CONSEIL MUNICIPAL

L'ordre du jour de cette séance publique du 30 mai a permis de porter un regard particulier sur la cohésion sociale, l'éducation ou la végétalisation des cours d'école.

Parmi les dossiers qui ont donné lieu à des échanges : l'information apportée par l'Inspection académique concernant la carte scolaire. Avec également l'annonce de la fermeture de 3 classes dans les écoles François-Nardi, Claret et les Remparts.

L'occasion pour l'opposition de gauche citoyenne et écologiste, Toulon en commun, d'exprimer son refus de cautionner « des fermetures de classe qui impactent le département dans son ensemble, alors qu'il dispose d'un taux d'encadrement des plus faibles de France », par la voix de Philippe Leroy.

La maire de Toulon, Josée Massi (SE), a rappelé que la Ville venait tout juste d'être avisée de ces décisions. Et que son avis est uniquement demandé en cas d'ouverture, pour voir si elle a les bâtiments nécessaires. « Sur la Ville de Toulon, on a 13 400 enfants, 650 classes et une moyenne de 20 enfants par classe », précise-t-elle tout de même, en posant le problème du non-respect de la carte scolaire par les parents, qui met à mal la mixité sociale. « Est-ce qu'on veut des écoles ghettos ? », interroge-t-elle.

Le conseiller RN Amaury Navarranne, qui a fait preuve tout au long de la séance d'une provocation sans nom, s'est juste borné à dire que tout cela n'était dû qu'« à la chute de notre système sco-



La maire Josée Massi (SE) tient la barre et résiste à l'épreuve du feu. PHOTO T.T.

laire ». Propos démentis vertement par Josée Massi.

C'est à l'occasion du vote d'attribution de subventions à 46 associations qui œuvrent pour la cohésion sociale dans le cadre du contrat de ville pour un montant de 839 500 euros, que l'ignominie a été atteinte.

Un RN décomplexé

L'extrême droite, qui se sent pousser des ailes, a choisi cette fois de porter ses coups, non pas sur les habitants des quartiers prioritaires de la ville (QPV) mais sur le Mouvement français pour le planning familial. En cause : la lutte contre les discriminations de la population LGBTQIA+, dont Amaury Navarranne commence par railler les termes qui forment l'acronyme.

Il dénonce donc « le nouvel ordre moral, le wokisme et le lobby LGBT ». Et, méprisable, conclut : « Mettre de l'argent là-dedans, c'est se foutre de la gueule du monde et jeter de l'argent par les fenêtres. »

« Lorsqu'on défend la République, on doit aussi se donner les moyens de protéger l'ensemble des individus, quelle que soit leur orientation sexuelle », lui a répondu la conseillère d'opposition Cécile Muschotti, ancienne députée LREM de la 2^e circonscription. Elle rappelle que les agressions contre la population LGBTQIA+ ont augmenté de 28% en 2022, assurant vouloir « donner les moyens à nos associations compétentes de faire de la prévention et accompagner au mieux ces publics ».

En dehors du champ des obsessions douteuses de l'extrême droite, qui s'accapare le débat pour « faire le show », d'autres sujets ont été abordés. Parmi eux, la signature du contrat de baie de Toulon et des Îles d'Or 2023-2027, une programmation qui vise à agir pour la reconquête de la qualité des eaux et des milieux aquatiques par une démarche globale et concertée de différents acteurs. Dans ce cadre, la Ville de Toulon, en tant que maître d'ouvrage, va lancer quatre opérations de désimperméabilisation et de végétalisation des cours de récréation d'établissements scolaires, en l'occurrence les écoles élémentaires Mongepierre, Fort Rouge et Saint Roch et le groupe scolaire Muraille.

Thierry Turpin

EN BREF

Concours de maîtrise d'œuvre sur esquisse lancé pour la médiathèque Marnata

La Ville de Toulon souhaite aménager le site et le jardin de la propriété Marnata, dans le quartier de Saint-Jean-du-Var, afin de se doter d'une nouvelle médiathèque au cœur d'un jardin public, en remplacement de l'actuelle médiathèque de la Roseraie. Il s'agit de développer un nouvel espace de lecture publique de proximité moderne et mieux inséré dans le quartier en lien avec les établissements scolaires proches et de permettre aux habitants d'accéder à un nouvel espace vert ouvert au public en milieu urbain. Les travaux sont estimés à 3,5 millions d'euros. Le conseil municipal a autorisé hier le lancement de concours restreint de maîtrise d'œuvre sur esquisse. Le projet devra s'inscrire dans une ambition affichée de respect de l'environnement, avec la création d'un jardin et de connexions vertes, la réduction de l'impact carbone du chantier et du projet et la mise en place d'une installation photovoltaïque.

« Watty » et « Moby » à l'école

Le conseil municipal a approuvé la signature des avenants aux conventions de partenariat sur les programmes « Watty à l'école » et « Moby à l'école ». Pour le premier il s'agit d'inscrire le territoire dans une politique de développement durable et de protection de l'environnement. Alors que le changement climatique place la transition écologique parmi les priorités pour notre avenir, sensibiliser un large public et notamment les plus jeunes aux enjeux environnementaux est déterminant pour faire changer les mentalités et les habitudes. Dès l'école, « Watty », programme de sensibilisation à la transition énergétique en milieu scolaire, contribue à faire des enfants de véritables écocitoyens et ambassadeurs dans leur établissement et leur foyer. Le second, toujours dans le même esprit, permet de promouvoir et favoriser l'utilisation des modes de déplacements actifs ou partagés aux abords des établissements scolaires.

Vidéosurveillance et médiation sociale

À l'occasion du vote de la demande de soutien financier au titre du fonds de prévention de la délinquance et de la radicalisation pour l'installation de 6 caméras de vidéosurveillance, Toulon en commun a interrogé la majorité sur le volet prévention.

Pensez-vous qu'une caméra soit vraiment dissuasive ? », demande Philippe Leroy (Toulon en commun), pour qui « au mieux, elle fera déplacer la délinquance hors de son champ de vision ». Et de citer « une étude de la gendarmerie de 2021 qui pointe que,

sur 1 939 enquêtes, seules 22 ont pu être résolues grâce à la vidéosurveillance ».

Une analyse qui n'est pas partagée par la police nationale, selon l'adjoint à la sécurité, Laurent Jérôme. Police nationale avec laquelle travaille la Ville pour « améliorer le maillage de caméras qui permet de résoudre énormément d'affaires », affirme-t-il sans donner de chiffres.

Pour l'élus d'opposition Philippe Leroy, il faut mettre l'accent sur la prévention. Il évoque le travail des médiateurs de nuit mis en place au début des années 2000 par la Ligue varoise de prévention (LVP) dans les quartiers de la Beaucaire, avant que l'expérience soit élargie à d'autres cités toulonnaises.

Et de poursuivre : « Plutôt que de supprimer ce qui marchait relativement bien, il aurait fallu au contraire le consolider et l'adapter aux évolutions de la vie des quartiers. À la disparition de ce dispositif, les réseaux de dealers ont eu la voie libre pour s'installer dans ces quartiers avec la suite que l'on sait. »

Le conseiller municipal argumente sur le coût de la prévention, qui est au final beaucoup moins important que la répression. « Reconquérir l'espace ne sera pas une chose facile mais investir dans ces médiateurs sera sûrement plus bénéfique qu'investir dans des caméras », conclut-il. Les deux ne sont peut-être pas inconciliables. T.T.